

Audience publique du 25 mai 2011

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 27299 du rôle et déposée le 15 septembre 2010 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à L-..., portant introduction d'un recours non qualifié à l'encontre d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 4 juin 2010 portant rejet de sa réclamation datée du 9 septembre 2009 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 8 décembre 2010 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en sa plaidoirie.

A la suite du dépôt de sa déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2007, Monsieur ... fut informé par un courrier du 17 juillet 2009 du bureau d'imposition Luxembourg 9 de l'administration des Contributions directes, fondé sur le paragraphe 153 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », que sa « *demande du 2009 en remboursement d'impôt pour l'année d'imposition 2007 (...) a été introduite tardivement* », et qu'elle ne peut par conséquent plus être prise en considération.

Contre cette décision, Monsieur... introduisit le 9 septembre 2009 une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « le directeur ».

Par une décision n° C 15385 du 4 juin 2010, le directeur refusa de faire droit à la réclamation au terme de la motivation suivante :

« Nach Einsicht der am 10. September 2009 eingegangenen Rechtsmittelschrift, mit welcher Herr ..., ..., die Entscheidung, den Antrag auf Veranlagung für das Jahr 2007 abzulehnen, ergangen am 17. Juli 2009, anfight;

Nach Einsicht der Steuerakte;

Nach Einsicht der §§ 228, 235 n° 5 und 301 Abgabenordnung (AO);

In Erwägung, dass das Rechtsmittel form- und fristgerecht eingelegt wurde;

In Erwägung, dass gemäss § 243 AO die Rechtsmittelbehörden die Sache von Amts wegen zu ermitteln haben und nicht an die Anträge des Rechtsmittelführers gebunden sind;

In Erwägung, dass sich der Rechtsmittelführer dadurch beschwert fühlt, dass das Steueramt wegen verspäteter Abgabe der Steuererklärung eine Veranlagung zur Einkommensteuer verweigert hat;

In Erwägung, dass wenn, wie im vorliegenden Fall, das Einkommen ganz oder teilweise aus Einkünften besteht, die dem Steuerabzug auf Löhnen und Gehältern unterliegen, eine Besteuerung durch Veranlagung gemäss Artikel Absatz 1 des Einkommensteuergesetzes (L.I.R.) dann stattfindet wenn das Einkommen jeweils fünf verschiedene Grenzen übersteigt;

dass im vorliegenden Fall nicht behauptet wird, dass eine dieser gesetzlichen Einkommensgrenzen überschritten wurde;

dass dies auch nicht auf die Veranlagung gemäss den Absätzen 2 und 3 des Artikels 153 L.I.R. zutrifft;

In Erwägung, dass laut Absatz 4 des Artikels 153 L.I.R., unbeschadet der vorhergehenden Vorschriften, der Steuerpflichtige, der nicht der Veranlagung im Sinne der Absätze 1 bis 3 des selben Artikels unterliegt, die Veranlagung beantragen kann, zwecks Berücksichtigung der unter Artikel 146 Absatz 1 Ziffern 1 und 3 Absatz 2 L.I.R. oder Artikel 152 L.I.R. aufgeführten Einkünfte, oder aber zwecks Berücksichtigung von Verlusten aus einer anderen, dem Steuerabzug nicht unterliegenden Einkunftsart;

In ebensolcher Erwägung, dass wie im vorliegenden Fall, der Rechtsmittelführer eine Einkommensteuererklärung zwecks Berücksichtigung von Verlusten aus Einkünften aus Vermietung und Verpachtung für das strittige Jahr eingereicht hat; dass solche Anträge auf Besteuerung durch Veranlagung jedoch zu keiner Nachforderung an Steuern führen können sondern nur eine mögliche Steuererstattung bewirken können; dass ein solcher Antrag gemäss Artikel 153 Absatz 4 L.I.R. demzufolge einem Antrag auf Erstattungsanspruch entspricht (TA n° 26177 vom 05.05.2010);

In Erwägung, dass § 153 AO festlegt: „ wo ausser den Fällen der §§ 151 und 152 AO Erstattungsansprüche aus Rechtsgründen zugelassen sind, erlöschen sie, falls nicht anderes bestimmt ist, wenn sie nicht bis zum Schluss des Jahres geltend gemacht werden, das auf das Jahr folgt, in dem die Ereignisse, die den Anspruch begründen, eingetreten sind“;

In Erwägung, dass im vorliegenden Fall der Antrag, eingegangen am 15. Januar 2009 und datiert auf den 10. Januar 2009, nicht fristgerecht zum 31. Dezember 2008 für das Jahr 2007 eingereicht wurde;

AUS DIESEN GRÜNDEN

ENTSCHEIDET :

die Anfechtung ist zulässig ,

sie ist unbegründet (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 15 septembre 2010, Monsieur... a introduit un recours contentieux contre la décision directoriale du 4 juin 2010, précitée.

La requête introductive d'instance ne spécifiant pas si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision critiquée, il y a lieu d'admettre, d'après les données de l'espèce, que le demandeur a entendu introduire le recours admis par la loi.

Etant donné qu'en vertu des dispositions combinées du paragraphe 228 AO, auquel renvoie le paragraphe 235 (5) AO mentionnant les bulletins concernant des demandes de restitution d'impôts (« *Bescheide über Erstattungsansprüche aus Rechtsgründen* »), et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours de pleine juridiction est prévu contre les décisions du directeur ayant statué sur les mérites d'une réclamation contre la décision du bureau d'imposition refusant de procéder à une imposition par voie d'assiette, le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation ainsi introduit.

Le délégué du gouvernement soulève l'irrecevabilité du recours tel qu'introduit le 15 septembre 2010 pour tardiveté.

Aux termes de l'article 8 (3) 4. de la loi précitée du 7 novembre 1996, le délai pour introduire un recours en réformation devant le tribunal administratif contre une décision sur réclamation du directeur est de trois mois.

Aux termes du paragraphe 258 (1) AO, la décision directoriale doit contenir l'indication des voies de recours ainsi que le délai endéans lequel le recours est à introduire. Conformément au paragraphe 258 (2) AO, les décisions directoriales doivent être notifiées sous lettre fermée.

Aux termes du paragraphe 88 (3) AO, la notification par l'administration des Contributions directes, notamment d'une décision directoriale, est censée accomplie le troisième jour qui suit la mise de l'envoi à la poste.

En l'espèce, force est de constater que la décision directoriale du 4 juin 2010 contient une instruction sur les voies de recours. Il ressort par ailleurs des pièces du dossier que la décision directoriale a été notifiée par envoi recommandé expédié le 4 juin 2010, de sorte qu'elle est censée avoir été notifiée le 7 juin 2010. Le dernier jour utile pour l'introduction d'un recours devant le tribunal administratif était partant le 7 septembre 2010.

La requête introductive ayant été déposée le 15 septembre 2010 au greffe du tribunal administratif, soit après l'expiration du délai de recours, le recours est à déclarer irrecevable pour tardiveté.

Il convient encore de relever que le demandeur a annexé à son recours contentieux une copie d'une requête datée du 15 août 2010 qu'il aurait envoyée au tribunal. Or, le demandeur

est en défaut de prouver que ladite requête a été valablement déposée au greffe du tribunal administratif avant l'expiration du délai de recours, soit avant le 7 septembre 2010. Au contraire, il ressort d'un courrier du greffe du tribunal administratif du 23 septembre 2010 adressé au demandeur qu'aucun recours au nom du demandeur daté du 15 août 2010 n'a été déposé audit greffe. Il s'ensuit que le tribunal a été saisi de la seule requête du 15 septembre 2010, qui a cependant été introduite après l'expiration du délai de recours.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours en réformation irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Martine Gillardin, vice-président,
Annick Braun, juge,
Andrée Gindt, juge,

et lu à l'audience publique du 25 mai 2011 par le vice-président, en présence du greffier assumé Sabrina Knebler.

s. Sabrina Knebler

s. Martine Gillardin

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 25 mai 2011

Le Greffier assumé du Tribunal administratif